

Cette note tente de répondre à la demande des membres du Conseil d'administration qui s'interrogent sur les interactions potentielles entre l'Université et la firme de consultance qui souhaite s'installer sur notre site. Elle se base sur les réponses d'un haut responsable de la firme aux demandes d'explications faites sur les raisons de souhaiter une implantation universitaire.

Yvon Englert, 7 octobre 2016

Pourquoi solliciter une implantation universitaire ?

La firme envisage de regrouper ses trois bureaux (répartis actuellement sur trois sites : un bureau à Bruxelles, avenue Louise (193 personnes), un bureau à Anvers (35 personnes) et un centre de recherche à Louvain-la-Neuve (120 personnes)) en un endroit central. Dans ce contexte, elle recherche un site ou un bâtiment moderne, accessible aisément et avantageusement situé, d'une superficie d'environ 5.000 m², dont 4.200 m² utiles.

Le secteur immobilier professionnel offre maintes possibilités à Bruxelles-même et dans ses environs. Toutefois, outre le fait de chercher un bâtiment qui soit bien situé, elle souhaite s'implanter dans un environnement qui pourrait constituer une valeur ajoutée, en win-win, c'est-à-dire s'accoler à un ou des centre(s) de connaissance (think tanks, universités et / ou entreprises innovantes) avec interaction stimulante mutuelle.

Quelles interactions ?

Les effectifs en Belgique sont pour 80 % des consultants de moins de trente ans et ils souhaitent recruter environ 50 personnes par an dont presque la moitié à la sortie de l'université.

Ils soulignent qu'ils ont une tradition de lien à l'enseignement supérieur dont ils se nourrissent mais qui pourrait aussi bénéficier à l'ULB. Par exemple :

- Un support à certains doctorants de l'ULB dans leur domaine de recherches (par exemple, les stratégies agiles, l'innovation, l'excellence opérationnelle, etc.) ;
- Une implication de professeurs de l'ULB comme experts auprès de leurs clients ;
- Des stages en conseil pour les Master 1 et 2. Ils offrent plus de 12 stages en conseil par an aux Masters 1 et 2 en Ingénieur Commercial ou Civil ;
- Des jobs d'étudiants baccalauréats, stages administratifs ou autres au sein de leur département « Recherche » (6 stages en 2015 et 8 stages prévus en 2016) ;
- Un échange d'expérience dans les domaines administratifs et de gestion.

En ce qui concerne le partage de connaissance, ils soulignent qu'ils sont à la pointe de l'expertise dans presque tous les secteurs, que ce soit dans la finance, l'industrie, le secteur des télécommunications, le secteur pharmaceutique, les nouvelles technologies digitales, etc.

Au plan mondial, la firme investit plus de 300 millions d'euros par an dans la recherche et la diffusion des innovations. Des centaines de projets de recherche mobilisent des équipes à temps plein. Environ 1.800 experts sont dédiés à la recherche et au développement du capital intellectuel et travaillent en étroite collaboration avec des consultants et des clients sur des projets de recherche très ciblés. Ces personnes (10 % des effectifs) apportent leur expertise approfondie des sujets étudiés et des compétences d'analyse de pointe. La somme de ces connaissances est présentée dans des publications de référence comme leur publication « Quarterly ».

En ce qui concerne la Belgique, le bureau belge a, en 2000, ouvert un centre de recherche spécialisé à Louvain-la-Neuve. Ce centre emploie maintenant 120 personnes de 22 nationalités différentes, toutes titulaires d'un Master universitaire et pour un tiers d'entre elles d'un Doctorat ou d'un MBA. Elles concentrent leur savoir-faire sur

10 secteurs, allant de la banque à la sidérurgie. Le centre développe également des solutions analytiques avancées et est un « hub » pour le secteur digital, qui est un département mondial de la firme. Plus de 90 % de ce travail est à vocation internationale. La recherche et le partage de connaissance font partie des valeurs intrinsèques du fonctionnement en Belgique. A titre d'exemple, les responsables citent un de leurs « Senior Partners » qui dirige pour l'Europe les travaux de leur Global Institute, centre de recherche interne qui propose une appréhension innovante des grands enjeux économiques en croisant les approches macro- et micro-économiques.

Les responsables proposent donc un partage de connaissance et une collaboration dans l'élaboration du savoir avec l'ULB sous différentes formes, comme l'organisation conjointe de conférences s'adressant aussi bien aux étudiants qu'aux membres des mondes académiques et économiques ; de la recherche commune avec participation du secteur académique et privé ; une participation de consultants à des cours (témoignages, études de cas, etc.). Ils soulignent qu'ils ont une tradition de coopération avec les universités. Plusieurs de leurs membres enseignent dans des universités belges et étrangères. Ils participent au projet Gem-Stones dirigé par l'Institut d'Etudes européennes pour accueillir des Doctorants dans le cadre de projets concrets.

Bien que ce soit moins connu du grand public, les responsables soulignent être un acteur important dans le secteur social à une échelle mondiale mais également à des niveaux plus locaux.

Au niveau mondial, ils soutiennent des fondations, des philanthropes, des ONG et des entrepreneurs et investisseurs sociaux. Par exemple, leur « Social Initiative » est une nouvelle organisation sans but lucratif, créée pour développer une approche innovante des défis sociaux complexes. Le responsable européen du Secteur Social est d'ailleurs basé à Bruxelles.

Enfin, au niveau national, le bureau belge a également pour tradition de mettre son savoir et ses talents pro-bono à disposition de causes sociales. Ses membres ont, dans le passé, collaboré avec de nombreuses universités, dont l'ULB, sur des questions de gouvernance et de stratégie ; mais également avec de nombreux musées, tels que le Musée Magritte à Bruxelles ; ainsi qu'avec les Autorités fédérales et régionales sur des thématiques importantes telle que l'efficacité des services publics. Actuellement, un de leurs directeurs consacre une grande partie de ses activités à la réforme du système éducatif en Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils participent au projet Mentor-U, initié par le FOREM, et collaborent également avec Actiris en engageant des stagiaires afin de donner à ces jeunes chercheurs d'emploi l'opportunité de connaître concrètement le monde de l'entreprise et de les aider à mettre une autre corde à leur arc afin d'augmenter leur chance de se lancer dans leur carrière naissante. Concrètement, grâce à la co-localisation, la firme se déclare prête à mettre sur pied des services communs à la communauté, comme des projets sociétaux combinant les forces de chacun, du soutien à des associations entrepreneuriales ou à de l'entreprenariat social.

* * *

En conclusion, et parmi les autres opportunités que les responsables examinent, le campus de l'ULB (La Plaine) leur semble une excellente opportunité fructueuse pour les deux institutions. Ils seraient ravis si nous étions prêts à envisager une telle cohabitation sur le campus de la Plaine. Les offres exprimées ne sont pas des conditions ou des « commitments », chacune des parties gardant sa liberté dans ces domaines.